



Jeunes des quartiers populaires. Quels regards? Quelles initiatives?

DEPUIS DE NOMBREUSES ANNÉES, la question de la jeunesse est intrinsèquement liée à celle des quartiers en politique de la ville, tout autant parce que ces jeunes rencontrent des problèmes spécifiques (fort taux de chômage, échec scolaire, enclavement, moindre accès à la formation, aux loisirs, etc.) que parce qu'ils sont supposés être à l'origine des difficultés présentes dans ces espaces urbains (incivilité, insécurité, dégradations...). Cette question, largement débattue, a pris une nouvelle ampleur à la suite des émeutes de l'automne 2005. L'annonce du Plan Banlieue, au début de l'année 2008, pour tenter d'apporter des réponses aux problèmes récurrents, a incité le comité de rédaction, qui a soutenu la production de ce nouveau numéro, à conduire une réflexion sur la place des jeunes dans ces quartiers.

Que pouvons-nous dire de la situation des jeunes dans les quartiers depuis 2005, qu'est-ce qui a changé? À travers cette interrogation, il s'agit de se demander si les problèmes les plus prégnants (difficultés d'accès à l'emploi, précarisation salariale, ségrégation résidentielle...) sont toujours aussi présents, ou si ces émeutes ont provoqué une prise de conscience à partir de laquelle certaines réponses ont pu être apportées. Ces émeutes, qui ont été suivies de très nombreux reportages, d'analyses socio-politiques¹, d'initiatives journalistiques², de productions artistiques³, ont contribué à poser, avec une nouvelle acuité, des questions fondamentales.

Ce numéro tente de **faire un bilan du regard** qui est à présent **porté sur les quartiers populaires**. Face au constat de la crise profonde qu'ils traversent, de nouvelles analyses se sont-elles fait jour pour répondre aux problématiques qui se posent? Comment l'action publique essaie-t-elle d'apporter des réponses à long terme? Comment s'élaborent de nouvelles interactions entre les habitants de ces quartiers et le reste de la société? S'il est urgent de remédier aux difficultés vécues et aux souffrances endurées, il est tout aussi impératif de prendre conscience de ce qui lie les différents espaces sociaux, de ce qui *nous* lie. Au-delà de l'impasse dans laquelle se trouveraient durablement ces quartiers sans nouvelles solutions, c'est la société dans son ensemble qui en serait affectée: ces quartiers populaires sont une des composantes de la société, leurs habitants sont nos concitoyens.

Offrir cette perspective aux plus jeunes d'entre eux est une nécessité plus grande encore. En effet, ces jeunes se caractérisent, par définition, par le fait qu'ils se situent dans un état intermédiaire: ils sont des adultes en devenir, les citoyens de demain.

Il ne pourra être ici question de tout traiter, d'une part, nous ne pouvons viser l'exhaustivité de cette réalité complexe, d'autre part, beaucoup de choses se déroulent aussi hors du cadre institutionnel. Toutefois, dès la phase de concertation, le comité de rédaction a retenu trois idées structurantes pour élaborer ce *Cahier*: premièrement, celle de traiter la **jeunesse comme une ressource**; deuxièmement, celle de considérer la **pluralité des parcours** réalisés et des positions occupées par ces jeunes dans l'espace public; troisièmement, celle qui consiste à comprendre de quelle manière nous pouvons répondre aux **besoins spécifiques** de ces jeunes tout en ayant pour objectif de les inscrire dans les dispositifs du droit commun.

Outre la question de leur insertion professionnelle qui est une des entrées fortes de ce *Cahier*, nous proposons de traiter plus généralement de la question de la stigmatisation, de l'« enfermement » sur le quartier afin de comprendre comment s'élaborent les relations avec le « hors quartier » et comment, dans ce contexte, se pose la question d'un renouveau de l'action publique. Pour ce faire, nous avons distingué trois grandes parties, précédées de quelques données de cadrage afin de définir cette notion de « jeunes des cités » grâce à une perspective historique (É. Marlière). L'analyse de la nouvelle donne en matière de politiques de la jeunesse (J.-C. Richez) indiquera les orientations actuelles en matière d'actions politiques en direction de la jeunesse.

SORTIR DU QUARTIER, SORTIR DE LA STIGMATISATION

Premièrement, il apparaissait important d'inviter à une réflexion sur une définition « positive » de la jeunesse (J. Bordet, O. Gratacap) et aux manières dont elle peut « sortir du quartier ». Quitter le quartier est pensé, à la fois, comme une manière de s'extraire de la stigmatisation (Lyon Bondy Blog), et plus généralement comme une possibilité de vivre d'autres expériences structurantes: service civil volontaire (Unis-Cité), chantiers d'insertion délocalisés (Mission locale de Vénissieux), pratiques sportives (V. Morales) ou artistique (M. Villarubias). Porter un autre regard sur ces jeunes est une condition pour les **reconnaître comme acteurs essentiels** et permettre une meilleure compréhension de ce qui se passe dans ces quartiers populaires et, ainsi, leur donner toute leur place dans la société.

ACCÈS À L'EMPLOI: INÉGALITÉS DES CHANCES ET INÉGALITÉS DE TRAITEMENT

Deuxièmement, il s'agit d'aborder l'accès à l'emploi, une des difficultés principales de la jeunesse qui se trouve confrontée aux transformations de la société salariale (flexibilité, précarité, adéquation formation/emploi/revenu). Dans ce contexte, les jeunes des quartiers populaires en semblent tout particulièrement victimes. Malgré la pluralité de leurs parcours professionnels, leur situation se caractérise par une **précarité** plus grande (E. Santelli), qui nécessite une action particulière pour accompagner leur accès à l'emploi (F. Gannaz, R. Oukrid). De plus, cette situation est aggravée par les nombreuses **discriminations** que ces jeunes de quartiers populaires subissent sur le marché de l'emploi (tant dans l'accès qu'en situation d'emploi). La question de la lutte contre les discriminations est donc une dimension essentielle abordée dans plusieurs articles, afin d'en décrire toute la complexité puisqu'il s'agit le plus souvent d'un système coproduit par les différents acteurs en présence. Prendre connaissance des différents maillons de la chaîne discriminatoire (O. Noël) est une condition nécessaire pour que l'action politique puisse agir en vue de garantir l'égalité de traitement et restaurer l'égalité des chances (Mission égalité de la Ville de Lyon).

VERS LA RECOMPOSITION DES ACTIONS TERRITORIALES EN DIRECTION DES JEUNES

Enfin, dans cette troisième partie, les différents articles interrogent le fondement de l'action publique en considérant la philosophie qui guide l'action en direction de la jeunesse. Leurs analyses font clairement apparaître une **évolution sensible**. Les politiques publiques en direction des jeunes se recomposent, dans un mouvement qui confère aux collectivités locales une responsabilité de plus en plus forte dans ce champ. En écho à l'article de J.-C. Richez, qui, dans la partie de cadrage, décrit notamment la façon dont l'action de l'État se repositionne de plus en plus sur le « public des jeunes en difficultés », plusieurs articles analysent les transformations qui s'opèrent au niveau local. L'ensemble des collectivités se structurent pour mieux prendre en compte les besoins des publics jeunes, dans un **enchevêtrement de compétences assez complexe**. Au-delà, les principaux équipements et intervenants sont également conduits à définir à nouveau leurs objectifs, leurs moyens d'action et à élaborer de nouveaux dispositifs (fédération des centres sociaux, missions locales...).

Ces interrogations émergent dans un contexte qui fait apparaître une tension de plus en plus manifeste entre le projet politique des structures (Cap-Berriat, Association départementale pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, centres sociaux...), lesquelles considèrent qu'il est nécessaire d'inscrire les jeunes dans un collectif afin de favoriser leur passage à la vie adulte, et les dispositifs mis en place par l'État qui propose un accompagnement essentiellement individualisé. Il s'agit là d'une question essentielle, la tendance qui l'emportera aura des implications à long terme en contribuant à la construction des adultes de demain. ■

Emmanuelle SANTELLI

1. De nombreux ouvrages collectifs de sociologues sont parus depuis, et de multiples débats se sont tenus à l'initiative d'associations.

2. Tels *Bondy Blog, Ressources urbaines, Vu des quartiers, Regards de banlieue...*

3. Cf. un collectif comme *Qui fait la France ?* qui a publié un recueil de nouvelles en 2007.